

"Malheur à la ville dont le prince est un enfant!" (L'Ecclésiaste)

"Qu'ils viennent me chercher!", avait lancé Emmanuel Macron, l'été dernier, à ceux qui lui demandaient des comptes. "Président, nous voilà!", répondent les *Gilets jaunes*. Et ils rendent difficile la poursuite de l'entreprise de démolition néolibérale du modèle social français que ses prédécesseurs avaient entamée et qu'il entendait accélérer en les accusant de pusillanimité.

La comparaison de la mobilisation des *Gilets jaunes* avec Mai 68 peut dérouter, voire choquer. De prime abord, tout semble opposer ces deux événements, à commencer par leur contenu idéologique ou revendicatif. Mais c'est être prisonnier d'un double contresens, me semble-t-il, que de s'arrêter à cette différence.

D'une part, le recul historique nous fait oublier la confusion et l'hétérogénéité des acteurs et des aspirations qui caractérisèrent le séisme de 1968. Loin d'être un sympathique monôme d'étudiants libertaires, le mouvement s'empara de l'ensemble du corps social et comporta sa part d'ombre, y compris de violences et de déprédations dont la police n'eut pas le monopole. Il suffit par ailleurs d'avoir assisté à une "Assemblée générale" dans une université pour savoir qu'il ne fut pas particulièrement démocratique. De ce point de vue, l'activisme des *Gilets jaunes* n'a guère de complexe démocratique à avoir par rapport à celui des gauchistes (ou au "centralisme démocratique" de la CGT, qui sacrifia les étudiants sur l'autel des accords de Grenelle).

D'autre part, la différence du contexte historique et économique entre les deux époques explique celle de l'orientation de chacun des mouvements de contestation. En 1968, la France était en pleines *Trente Glorieuses* et venait de se libérer de l'hypothèque de la guerre – celle de la Seconde Guerre mondiale, de la guerre d'Indochine, de la guerre d'Algérie –, moment propice à l'éclosion de nouvelles mœurs et de nouvelles libertés. Aujourd'hui, la France ne parvient pas à sortir des *Cinquante Maudites* qui ont vu s'installer le chômage de masse et de longue durée, le creusement des inégalités, la généralisation de la précarité, l'évanouissement de toute perspective d'un avenir meilleur sinon pour soi, du moins pour ses enfants. Un nombre croissant de Français ont le sentiment d'être piégés, d'être faits comme des rats, et ils agissent comme des rats : ils mordent.

Pour le reste, les affinités entre Mai 68 et les *Gilets jaunes* sont assez frappantes. Dans les deux cas, nul n'a vu venir le mouvement qui est parti de l'anonymat de la société, a emprunté des formes et un style de mobilisation extraordinairement efficaces et créatifs, a dépassé les clivages de classe ou de statut, et a contourné les corps intermédiaires. Sur ce plan, l'invention du symbole de ralliement du gilet jaune et le choix des ronds-points comme lieux d'action sont d'une remarquable intelligence politique et populaire, une association dont on devrait se réjouir au lieu de se pincer le nez parce que le "peuple" n'est ni convenable ni aimable – aimables, convenables, les paysans des jacqueries, les sans-culottes de la Révolution de 1789, les Communards de 1871 ne l'étaient guère.

Il y a d'ailleurs une forme de schizophrénie dans le discours politique français qui glorifie la prise sanglante d'un monument public comme acte fondateur de la liberté – plutôt, par exemple, que la *Nuit du 4 août* – et se réfère volontiers à des héros dont la pique et la guillotine furent les instruments de prédilection, mais prend des airs de vierge effarouchée quand la foule contemporaine casse et brûle – à moins qu'il ne s'agisse de paysans ou de pêcheurs auxquels a toujours été reconnu, sous la Cinquième République, un quota de préfectures à assaillir. Tout comme celui de ses prédécesseurs, le roman national d'Emmanuel Macron a été très sélectif. Et la nostalgie sourde de la monarchie, qu'il assurait percevoir et dont il entendait nous guérir en restaurant le répertoire symbolique, trouve bien son origine dans le meurtre du roi, dont il est un peu facile de dire que nous le regrettons et de vouloir nous en consoler. Nous y voilà, toutes proportions gardées, bien sûr, car aucun des *Gilets jaunes* enclins à demander la mort du président de la République, ces dernières heures, ne songe à dresser une guillotine au milieu d'un rond-point, sinon sur un mode symbolique, à l'instar des manifestants du carrefour de Lachamp sur la Nationale 88, dans la périphérie du Puy-en-Velay.

Le vrai problème n'est donc pas de savoir si le mouvement des *Gilets jaunes* est d'extrême-droite ou d'extrême-gauche. Pour autant qu'on le sache, il recrute dans chacune de ces deux mouvances, et sans doute aussi dans le Marais des partis de gouvernement en même temps que dans la bouderie des abstentionnistes. Que Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon s'efforcent de le récupérer est de bonne guerre, au regard de leurs thématiques de campagne respectives, mais cela ne nous dit rien de l'orientation présente ou future des *Gilets jaunes* eux-mêmes. Le plus probable est que ceux-ci n'en savent pas grand-chose pour leur part, notamment parce que nombre d'entre eux ont déserté les urnes depuis longtemps et se sont désintéressés de la politique, laquelle les a néanmoins rattrapés, conformément à l'adage. En attendant, l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay est un beau pied-de-nez à Laurent Wauquiez, et à son flirt indécent avec le casting de *Gilets jaunes* qu'il s'était choisi, dans son fief, pour essayer de tirer à lui la couverture de la fluorescence. A bon entendeur, salut...

De même, il me semble erroné de ne voir dans les *Gilets jaunes* que des *accros* du diesel, des beaufs en quatre-quatre ou en quad qui nient l'évidence du réchauffement climatique. Si j'en juge par l'un des départements que je connais le mieux, l'Ardèche, se retrouvent sur les ronds-points, selon toute vraisemblance, des chasseurs et des écolos qui se rendent certainement mieux compte et les uns et les autres, en dépit de leur féroce antagonisme idéologique et existentiel, de la réalité de la dégradation de l'environnement que la plupart des citoyens acquis à la cause verte.

Il y a quelques années, ce département s'est dressé contre le gaz de schiste avec une vigueur qui a fait reculer le gouvernement, et dont on voit encore les traces sur les plages arrière des voitures et dans les villages. Il serait très étonnant que les *Gilets jaunes* ardéchois d'aujourd'hui soient étrangers à cette mobilisation d'hier, dont l'inventivité des slogans m'avait déjà impressionné. Simplement, ils ne veulent pas être les seuls à payer la facture, ils ne le peuvent même pas, et ils ont fort bien compris que l'argument écologique est le moyen de faire passer la pilule de la pression fiscale que l'on épargne aux plus grands pollueurs, par exemple aux compagnies pétrolières ou aéronautiques et aux opérateurs du tourisme de masse, ainsi qu'aux "*premiers de cordée*".

Les taxes sur les carburants ne sont d'ailleurs pas les seules en cause. La tarification dite "*incitative*" de la collecte des ordures, qui se généralise dans les campagnes, est un autre motif d'exaspération, dans la mesure où elle augmente souvent la taxe sur les ordures ménagères dont s'acquittent les ménages tout en diminuant le nombre des ramassages et en compliquant la vie quotidienne. D'ores et déjà, des mouvements de rejet s'organisent, comme dans le Loiret, et les dépôts sauvages se multiplient¹. Qu'Emmanuel Macron n'en impute pas la responsabilité à l'incivilité légendaire des Gau-

¹ Frédéric Potet, « Les poubelles de la colère », *Le Monde*, 2-3 décembre 2018.

lois "réfractaires" ! Les très disciplinés Suisses alémaniques font de même depuis plusieurs années, parfois en franchissant la frontière française avec leurs déchets.

De quoi les *Gilets jaunes* sont-ils alors le nom ? De la *subalternité*, celle dont parlait Gramsci, avant que les "*intellectuels organiques*" n'en articulent politiquement la colère. Ils demandent d'abord la dignité. Celle dont les privent sournoisement, aux yeux de leur famille, notamment de leurs enfants, et de leur voisinage, la perte de leur pouvoir d'achat ou leur précarité ou leur chômage. Celle que bafoue jour après jour la "*simplification administrative*" qui les laisse démunis face à leur ordinateur dans un monde bureaucratique dématérialisé, mais de plus en plus tentaculaire, et prompt à leur faire payer un nombre croissant de prestations obligatoires ou indispensables jadis gratuites, à se montrer plus impitoyable que jamais dans le prélèvement de contributions légitimes et néanmoins opaques à force de technicité, à exiger des formalités sans fin et toujours plus complexes.

La dignité, aussi, que foulent aux pieds la Sécurité routière multipliant les obligations onéreuses – le Contrôle technique toujours plus draconien et coûteux, les amendes de plus en plus élevées, les stages de rattrapage de points du permis de conduire, et la *détention d'un gilet jaune* par passager dans l'habitacle –, l'automatisme des contrôles radar que l'abaissement de la vitesse à 80 km/heure rend plus voraces, la mise hors la loi de conducteurs privés de permis, et donc d'assurance, sans qu'ils puissent se priver de rouler sauf à perdre leur emploi et toute vie sociale – en bref, ce qui est perçu comme un harcèlement déshumanisé, voire un surcroît de répression policière, alors même que le réseau routier n'a cessé de se dégrader, une répression dont les ronds-points sont les hauts lieux, avec leurs contrôles aléatoires.

La dignité de leur travail, que ruine au jour le jour la "*bureaucratisme néolibérale*"² avec son cortège de mini contraintes irritantes comme des piqûres de moustique et son tsunami de normes plus ou moins ubuesques et chronophages.

La dignité, surtout, que méprise le Souverain quand il parle du "*pognon de dingue*" que coûte leur pauvreté, qui leur enjoint de traverser la rue pour trouver du travail, qui les traite de paresseux irrémédiables, qui les infantilise en leur citant Barthes pour railler leur attachement à la voiture. Un collègue marocain, Mohamed Tozy, me disait que le mouvement des *Gilets jaunes* lui faisait penser à celui qui a saisi le Rif ces dernières années...

Certes, les *Gilets jaunes* n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ils ont déserté les urnes, ou ont voté pour des partis de droite et de gauche dont la politique économique les a menés là où ils se trouvent. Ils ont bêlé avec le troupeau contre les fonctionnaires, et en faveur de la réduction de la dépense publique qui a détruit les services non moins publics, en les condamnant de ce fait à la voiture et aux kilomètres. Ils ont stigmatisé le principe de l'impôt sans vouloir voir ce que celui-ci leur rapportait en équipements, et sans porter leur critique sur l'injustice de sa répartition. Et, osons le dire, ils ont fait preuve d'une grande bêtise civique en acceptant, depuis les années 1980, tous les fondamentaux de la politique néolibérale qui les a conduits dans le mur, en s'accommodant d'un régime de quotidien unique dans les départements, rétif à tout débat contradictoire sur les questions d'intérêt local ou national, en acceptant de regarder des chaînes télévisées qui sont autant d'insultes à l'information et même à la langue française, en se consolant dans les fadaïses complotistes des réseaux sociaux, et en croyant que les grandes surfaces et autres zones commerciales périurbaines rasaient gratis alors qu'elles leur tondaient la laine sur le dos.

Mais, une fois que l'on a éprouvé cette joie mauvaise de voir les *Gilets jaunes* rattrapés par leur inconséquence politique, que fait-on d'eux ?

²https://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La_bureaucratisme_n__olib__rale-9782707176493.html

D'abord, mieux vaudrait les écouter, en prêtant l'oreille à ce qui s'échange, se construit, s'imagine sur les ronds-points, entre des gens d'horizons et de convictions si différents, qui ne se parlaient pas, en tout cas pas de politique, il y a trois semaines. Il se forge en ce moment, autour des braseros, une expérience civique nouvelle, qui peut être riche du meilleur, ou lourde du pire.

Ensuite, pourquoi bouder son plaisir stratégique ? Au contraire des cheminots, les *Gilets jaunes* sont parvenus à mettre en échec et mat Emmanuel Macron, et à dévoiler sa supercherie. Car celui-ci, derrière son discours pentecôtiste sur les temps nouveaux, est bel et bien de l'ancien monde. Comme inspecteur des Finances, comme banquier, comme conseiller puis comme ministre de François Hollande, le président de la République a cautionné et inspiré le néolibéralisme, pis encore il en est le rejeton, incapable de penser autrement que dans la grammaire de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher.

En 2017, sa prétention millénariste était aussi crédible que la dénonciation de la "*fracture sociale*" dans la bouche de Jacques Chirac, ou la volonté de "*rupture*" dans celle de Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui, le roi est nu, tout comme le fut Jacques Chirac au lendemain des grandes grèves de 1995. Sa propension à passer en force est disqualifiée. Il se voit contraint d'appeler au secours ces fameux corps intermédiaires qu'il a vilipendés, contournés, évidés. Il se raccroche à la planche des territoires qu'il a rendus exsangues. En son Palais du Luxembourg, *Raminagrobis* se purlèche les babines, l'admoneste. Et les constitutionnalistes peuvent ranger leurs dossiers, ou en ouvrir d'autres. La crise actuelle est la faillite de la conception personnelle qu'Emmanuel Macron se fait du pouvoir.

Une faillite qu'avait déjà amorcée l'affaire Benalla, laquelle était loin d'être anecdotique, comme d'aucuns avaient voulu le croire, mais révélatrice d'une pratique a-institutionnelle, et somme toute assez puérite, de l'exercice de la magistrature suprême, par favoris interposés, comme dans l'Ancien Régime, avant même l'ancien monde.

"Qu'ils viennent me chercher !", avait-il lancé, bravache, à ceux qui lui demandaient des comptes.

"Président, nous voilà !", répondent les Gilets jaunes.

Et ils rendent difficile la poursuite de l'entreprise de démolition néolibérale du modèle social français que ses prédécesseurs avaient entamée et qu'il entendait accélérer en les accusant de pusillanimité.

Plus fondamentalement, le mouvement des *Gilets jaunes* dissipe l'"*illusion identitaire*", qui prévaut depuis les années 1980, pour remettre au centre du jeu la question sociale. A quelques incidents près, infinitésimaux à l'échelle de la mobilisation, et jusqu'à ces derniers jours, il n'a pas parlé d'immigration, dont nul n'a songé à rendre responsable l'augmentation du diesel, mais d'inégalité. Et sa protestation n'est pas climato-sceptique, comme peut l'être l'électorat de Donald Trump, mais s'en prend à la répartition inique de la charge fiscale que nécessite une transition énergétique dont nul ne conteste le principe. Son discours est un gigantesque fourre-tout, un grand n'importe quoi. Néanmoins, pour la première fois depuis bien longtemps, le pays, ou une part appréciable de celui-ci, se lève pour crier :

"Tais-toi, bouffon !".

Reste à préciser de quoi est fait le Bouffon. Le langage polyphonique des *Gilets jaunes* n'en est pour l'instant pas capable. Mais leur colère était palpable depuis plusieurs mois, qu'avait cristallisée la limitation de vitesse à 80 km/h, jugée technocratique et irréaliste – la bagnole, déjà. Les préfets en informaient le gouvernement, Emmanuel Macron en avait lui-même pris la mesure lors de son itinérance mémorielle dans le nord-est de la France au mois de novembre. Peine perdue, tant le prince

est enfermé dans le château de ses certitudes idéologiques : la France se languirait de son incapacité à "se réformer", c'est-à-dire à se soumettre à la rationalité financière, plutôt qu'économique, et au régime normatif du néolibéralisme. A l'instar des médecins de Molière, Emmanuel Macron ne voit de salut que dans les purges.

Au mépris s'ajoutent ici l'arrogance et l'égarement. Même si les *Gilets jaunes* n'ont pas les mots pour le dire, ils constatent pour leur part que la politique menée depuis les années 1980, et que l'Elysée entend intensifier, s'est soldée par l'enkystement du chômage, le durcissement des conditions de travail et d'étude, la déqualification ou la disqualification des métiers, l'aggravation des inégalités, la déstabilisation des grands services publics tels que la *SNCF*, le réseau routier, la Sécurité sociale, l'hôpital, La Poste, l'Université. Loin de s'être éclairci, l'horizon n'a cessé de s'assombrir. Dans le même temps, ces services, de moins en bien assurés, et qui, dans l'imaginaire français, sont bien plus que de simples entreprises, mais de véritables repères nationaux, sont devenus beaucoup plus coûteux pour leurs usagers.

Face à ces échecs, les tenants de l'Etat, qui en sont directement responsables, n'ont d'autres solutions que la fuite en avant, quitte à brûler les dieux qu'ils adoraient hier et dont ils ont imposé le culte : les privatisations, les partenariats public-privé, la tarification à l'acte à l'hôpital, le recours systématique à la sous-traitance, le démantèlement des protections sociales des travailleurs, la précarisation de l'emploi, l'*ubérisation* de la société, la dématérialisation systématique de ses relations avec l'administration. Quelle peut être la crédibilité des gouvernants, désespérément anciens ou prétendument nouveaux, aux yeux d'une opinion qui souffre directement des conséquences délétères de cette évolution, lorsque ceux-là mêmes qui ont mis en œuvre de telles politiques doivent concéder que "cela ne marche pas", mais soutiennent *mordicus* qu'il suffit de faire pire ? De ce point de vue, la privatisation calamiteuse des autoroutes, qui a privé l'Etat de revenus réguliers, abouti à de nombreux licenciements, renchérit la circulation et délaissé l'entretien du réseau, a été une cuisante leçon, et une illustration accablante des courtes vues, de l'irresponsabilité, de l'incompétence, voire de la compromission avec certains intérêts privés, du système de décision qui prévaut depuis plusieurs décennies.

Sur tous ces plans, l'échec d'Emmanuel Macron était prévisible, même si le "dégagisme" français, tout comme le "dégagisme" tunisien, est survenu selon des modalités et un tempo imprévus. Contrairement au général de Gaulle qui avait pu, en 1958, dans le contexte dramatique d'une crise institutionnelle, de la décolonisation et de la construction du Marché commun, "réformer" la France par ordonnances grâce à son prestige et à un très large soutien de l'opinion, le président de la République n'a jamais eu de majorité dans le pays pour passer en force. Son narcissisme l'a aveuglé et empêché de comprendre qu'il n'avait pas les moyens de son *hybris*. Je me permets ici de renvoyer au papier que j'avais posté³ entre les deux tours de l'élection présidentielle, et qui exprimait quelque doute sur la viabilité de son mandat.

Aujourd'hui, l'heure est celle de tous les dangers, et pourrait donner raison à ceux qui pronostiquaient de graves désordres en cas d'élection d'Emmanuel Macron. Non seulement la classe politique, mais encore les médias et les intellectuels ne sont plus écoutés dans le pays, ce qui rend difficile la mise en forme de la colère ou de la haine sociale. Une division sommaire entre les régions et Paris s'instaure, alors même que les Parisiens souffrent eux aussi de cette même arrogance de la classe politique, de l'autisme de leurs édiles, du désastre néolibéral du tourisme de masse⁴ et de la crise du logement et des services publics qui s'ensuit.

³ <https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/020517/pourquoi-je-voterai-macron-par-defaut-mais-sans-etat-d-ame>

⁴ <https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/170417/la-macronisation-du-marais-ou-le-supreme-du-mepri>

Les corps intermédiaires ont été délibérément affaiblis, et les candidats aux élections municipales se raréfient de manière préoccupante. Le système démocratique est menacé de collapsus. Le risque est réel de voir l'extrême-droite rafler la mise, dans un contexte européen qui *booste* les identitaristes, à quelques mois d'une consultation pour laquelle le *Rassemblement national* était déjà au coude à coude avec la *République en marche*, avant même les événements de ces quinze derniers jours. Il est non moins grand de voir surgir un nouveau mouvement politique du type de *Cinq Etoiles* en Italie, dont un Eric Zemmour, ou son clone, pourrait prendre la tête. La réponse de l'Etat, pathétique dans son technocratie – une prime par ici, une suppression de taxe par là – est inaudible, incompréhensible, et elle rend malheureusement probable l'affaiblissement d'un régime qui n'est plus représentatif de rien.

En bref, le pays est sans boussole.

Il revient aux intellectuels, aussi frappés de discrédit soient-ils du fait du poujadisme ambiant, de proposer une direction. Quelques repères s'offrent pour une remise à plat radicale du débat et de l'action publics, qui est nécessaire à la reprise de l'inévitable dialogue entre les autorités et les *Gilets jaunes*. Ce qui suppose un choc sémantique, tant la novlangue technocratique est devenue un répulsif pour l'opinion, et un raccourci vers l'essentiel, l'immédiatement intelligible, la reconstitution de la proximité républicaine :

□ l'instauration d'une vraie démocratie locale, bien au-delà de la décentralisation qui reprend d'une main ce qu'elle a fait semblant de concéder de l'autre, une démocratie locale qui renouerait avec les institutions historiques fondamentales du territoire – le département, la commune, la région –, donnerait à celles-ci les moyens fiscaux de leur politique, et reposerait sur la pratique du référendum, de la votation comme on dit en Suisse, pour les décisions qui concernent directement leur périmètre, y compris les choix d'une éventuelle intercommunalité ou métropolisation que le gouvernement doit cesser de faire passer au forceps.

La capitale doit elle-même bénéficier de ce mouvement. Est-il par exemple normal que les Parisiens n'aient jamais été consultés sur l'organisation, dans leur ville, des Jeux olympiques qui vont se solder par une explosion de leurs impôts locaux, une flambée des prix et des loyers, un surcroît de pollution, sinon par le biais d'élections prétendument municipales, mais qui étaient en réalité préemptées par les partis nationaux.

La déconnexion entre les mandats locaux et les mandats nationaux doit d'ailleurs être consommée. A l'argument des députés qui seraient déconnectés des réalités s'ils étaient privés de mandats municipaux doit se substituer celui de la primauté des responsabilités locales sur les considérations nationales, dans la mesure où les villes sont devenues des actrices majeures, dans les deux sens du terme, et y compris dans les stratégies environnementales. Barcelone doit servir d'exemple, qui a élu une mairesse indépendante sur la base d'un programme citoyen de remise en cause de la marchandisation de la ville et du développement touristique de masse pour défendre les intérêts de ses habitants.

□ la restauration de la lisibilité de l'impôt qui est devenu illégitime aux yeux des contribuables du fait de sa technicité et de l'opacité qui s'ensuit. Nul n'est plus capable de remplir ses déclarations fiscales en toute connaissance de cause, sauf à recourir à un conseiller dont la rémunération s'apparente à une ponction supplémentaire. Il arrive même que l'application des différents taux de la TVA varie d'un département à l'autre en fonction des différences d'interprétation de la loi par les services administratifs, qui ne la comprennent pas mieux que les simples contribuables.

❑ La dé-bureaucratization radicale de la vie quotidienne et professionnelle, en réponse à la "bureaucratization du monde" qui s'est imposée ces dernières décennies et a fait de chacun son propre fonctionnaire, au détriment de l'exercice de son métier et de sa vie personnelle.

❑ La restauration des services publics et de leur identification historique – La Poste, la SNCF, etc. – en lieu et place de leur marchandisation sous couvert de marques fallacieuses, du genre OUI.sncf, et de sous-traitances systématiques, qui se sont effectuées au détriment de l'utilisateur.

❑ La réhabilitation de l'enseignement universel comme voie royale de l'ascension sociale et de l'égalité des chances, et de l'hôpital comme garantie de la sécurité médicale pour tous, y compris dans l'urgence.

❑ La priorité donnée au logement social, pour en finir avec ce scandale absolu des SDF dans une société qui conjugue l'opulence et la misère la plus abjecte.

De telles mesures, dans lesquelles d'aucuns ne verront que des mesurette triviale, ne régleront naturellement pas le fond du problème de la relance de l'économie française et de la transition énergétique. Mais elles s'adresseraient au malaise qu'éprouvent les Français toutes catégories confondues, ou à peu près, elles introduiraient de vraies ruptures concrètes dans leur vie de tous les jours, elles indiqueraient une direction claire et cohérente, elles reconstitueraient le lien social. Et le fait qu'elles se heurteraient à une fin de non-recevoir de Bercy serait plutôt de nature à les rendre crédibles et politiquement souhaitables, sans pour autant que l'on sombre dans le grand n'importe quoi financier. Le ministère des Finances n'a pas le monopole de l'intelligence en cette matière, et ses fonctionnaires doivent cesser d'être à la République ce que les commissaires du peuple étaient à l'Armée rouge, leurs pistolets braqués sur ses tempes. Les résultats de ses politiques ne sont pas au demeurant si brillants qu'il puisse continuer à nous abuser.

A l'échelle des générations vivantes, jamais les Français n'ont autant travaillé sans pour autant avoir le sentiment de vraiment pouvoir exercer leur métier, jamais ils n'ont autant éprouvé la crainte que l'avenir de leurs enfants sera sans doute moins bon que leur propre vie, jamais ils n'ont été aussi peu entendus des pouvoirs publics, jamais leur Etat n'a été aussi intrusif dans leur quotidien, aussi doucereusement autoritaire, et aussi indéchiffrable. Jamais non plus, depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'a été aussi inégalitaire.

C'est ce constat amer que chacun peut faire en son for intérieur, et qui attise la colère désordonnée des *Gilets jaunes*.

De ce point de vue, nous le sommes tous peu ou prou, *Gilets jaunes*, et il n'y a aucune raison de laisser en déshérence cette fureur citoyenne, avec le danger qu'un *attrapeur de rats* ne nous enlève au son de sa flûte.

Il est temps, grand temps, de reprendre notre destin en main et de renouer avec le cours de notre histoire dont nous a écartés l'adhésion puérile de notre classe politique au néolibéralisme anglo-américain, depuis la seconde moitié des années 1980, un néolibéralisme qui s'est soldé, dans les deux

pays qui l'ont imposé au monde, par le *Brexit* et l'élection de Donald Trump – bravo les artistes ! En Europe centrale, en Italie, aux Pays-Bas, demain peut-être en Espagne, l'opinion est parvenue à ce même diagnostic. Il est de notre responsabilité d'y apporter une meilleure réponse que celle qu'elle s'est donnée dans ces différents pays et qui les conduit droit dans le mur.

NB : Au moment de boucler ce papier nous parviennent les images glaçantes de ces dizaines de lycéens mis à genou et surveillés par des policiers à Mantes-la-Jolie. Elle est jolie, *la République en Marche...* Une nouvelle page du mouvement s'ouvre sans doute, alors qu'une amie ardéchoise me fait part de son désarroi devant la violence qui monte, m'écrit-elle, dans le département. Blindés légers dans les rues de Paris, *Flash-Ball* et grenades *GL-F4* employés contre des adolescents, mutisme obstiné de Jupiter, fébrilité de son fusible de Premier ministre : l'Insurrection viendrait-elle ?

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*